

visant à renforcer et à étendre le mandat du GATT ainsi qu'à officialiser les relations institutionnelles entre le GATT, le FMI et la Banque mondiale. Il convient de souligner que ces points particuliers à l'ordre du jour doivent être considérés comme une forme de "biens collectifs" et, pour cette raison, ils ne seront pas soumis au principe traditionnel de la négociation de réciprocité. S'ils peuvent être négociés avec succès, il faudra obtenir des gouvernements un degré et un type d'engagement tout à fait différents de ceux qu'on a connus lors de négociations antérieures. Sans cela, le GATT sera incapable de jouer un rôle efficace dans les pays de plus en plus interdépendants de l'avenir, où la relation entre les principales forces dynamiques de l'économie mondiale devra reposer sur des prises de position beaucoup plus coordonnées entre les institutions multilatérales.

Ces déclarations ont-elles suffisamment de poids pour que le Financial Times résume l'issue de la réunion de Punta comme "la bouée de sauvetage du GATT?" De toute évidence, il est trop tôt pour répondre à cette question mais, comme je l'ai dit, j'aimerais esquisser une réponse en procédant à une autopsie du procédé qui a été appliqué pour rallier les suffrages sur la déclaration ministérielle.